



No de résolution

## Règlement du Conseil de la Ville de Richmond

### PROVINCE DE QUÉBEC MRC DU VAL-SAINT-FRANÇOIS VILLE DE RICHMOND

L'assemblée régulière du conseil de la Ville de Richmond a eu lieu dans la salle du conseil municipal, sise au 745, rue Gouin, le mardi 7 avril 2026 à 19 h, sous la présidence du maire, Kevin Stoddard, à laquelle participent également la mairesse suppléante, Lyne Nadeau, les conseillères Katherine Dubois et Marie-Ève Chapdelaine, ainsi que les conseillers Paul Massé, Benoit Saint-Pierre et Ralph D. Farley. Le directeur général et greffier-trésorier, Rémi-Mario Mayette, est également présent.

#### RÈGLEMENT NUMÉRO 353 MODIFIANT LE RÈGLEMENT DE DÉMOLITION NUMÉRO 334 ET LE RÈGLEMENT DE LOTISSEMENT NUMÉRO 109

**CONSIDÉRANT QUE** le règlement numéro 334 relatif aux démolitions des bâtiments doit être modifiés, afin d'inclure des critères plus précis sur la démolition des immeubles patrimoniaux;

**CONSIDÉRANT QUE** le règlement de lotissement numéro 109 doit être modifié afin de s'aligner aux modifications faites aux règlements de zonage numéro 108 et de permis et certificats numéro 111;

**CONSIDÉRANT QU'**un avis de motion du présent règlement a été préalablement donné par le conseiller Saint-Pierre lors de la séance du 17 novembre 2025;

**CONSIDÉRANT QU'**une démarche de consultation publique a été déclenchée en référence à la politique de consultation publique adopté par le conseil municipal;

**CONSIDÉRANT QU'**un premier projet du règlement a été déposé et adopté le 14 novembre 2025;

**CONSIDÉRANT QU'**un avis public de consultation a été publié le 31 décembre 2025;

**CONSIDÉRANT QU'**une séance d'information s'est tenue le 19 janvier 2026;

**CONSIDÉRANT QUE** le directeur de l'Urbanisme et de la Revitalisation, Francesco Cappai, a déposé le rapport de la séance d'information publique lors de la séance du 2 mars 2026;

**CONSIDÉRANT QU'**aucune modification n'a été faite au projet de règlement à la suite de ce rapport;

**CONSIDÉRANT QU'**un avis de consultation publique a été publié le 18 février 2026;

**CONSIDÉRANT QUE** la consultation publique s'est tenue le 9 mars 2026;

**CONSIDÉRANT QUE** le directeur de l'Urbanisme et de la Revitalisation, Francesco Cappai, a déposé le rapport de la consultation publique lors de la séance du 7 avril 2026;

**POUR CES MOTIFS, IL EST** proposé par le conseiller Saint-Pierre et appuyé par le conseiller Farley et **RÉSOLU** unanimement par les membres du conseil d'adopter le Règlement numéro 353 modifiant le Règlement de démolition numéro 334 et le Règlement de lotissement numéro 109. Le présent règlement ordonne et décrète ce qui suit :

#### 1) MODIFICATION DU RÈGLEMENT 334 RELATIF AUX DÉMOLITIONS DES BATIMENTS



## Règlement du Conseil de la Ville de Richmond

- a. L'article 27 est modifié par l'ajout du paragraphe suivant après le cinquième paragraphe du deuxième alinéa :

*« Lorsque l'immeuble à démolir comporte un bâtiment patrimonial ou possédant une valeur patrimoniale potentielle, le requérant doit soumettre une étude patrimoniale. Elle doit être réalisée par un professionnel compétent en la matière détaillant l'histoire du bâtiment, sa contribution à l'histoire locale, sa valeur architecturale et sa représentativité d'un courant architectural particulier et sa contribution à un ensemble à préserver. »*

- b. L'article 40 est modifié par l'insertion du paragraphe suivant après de premier alinéa :

*« L'avis indique également la date, l'heure et le lieu de la séance publique au cours de laquelle le conseil statuera sur la demande d'autorisation de démolition.*

*Lorsque la demande est relative à un immeuble patrimonial, une copie de l'avis public doit être transmise sans délai au ministre de la Culture et des Communications ainsi qu'à la MRC du Val de Saint-François.*

*Le requérant de l'autorisation de démolir doit faire parvenir un avis de la demande à chacun des locataires de l'immeuble concerné. »*

### 2) MODIFICATION DU RÈGLEMENT DE LOTISSEMENT NUMERO 109

- a. Dans l'article 22, le premier paragraphe incluant les sous-points du premier alinéa est remplacé par le paragraphe ci-dessous :

*« Comme condition préalable à l'approbation d'un plan relatif à une opération cadastrale, il est exigé :*

*1° du propriétaire du terrain, aux fins de favoriser l'établissement, le maintien et l'amélioration de parcs et de terrains de jeux et la préservation d'espaces naturels :*

*a) qu'il s'engage à céder gratuitement un terrain dont la superficie est égale à 10 % de la superficie du site et qui, de l'avis du conseil, convient à l'établissement ou à l'agrandissement d'un parc ou d'un terrain de jeux ou au maintien d'un espace naturel;*

*ou*

*b) qu'il effectue le versement d'une somme égale à 10 % de la valeur du site proportionnellement à la superficie totale du site moins la superficie du résidu si ce dernier peut encore être subdivisé en plus d'un lot constructible conformément aux normes applicables en rapport avec la superficie totale du site;*

*ou*

*c) qu'il s'engage à la fois à céder un terrain et à effectuer le versement d'une somme dont la valeur totale du terrain à être cédé et de la somme à verser doit correspondre à 10 % de la valeur du site. »*

- b. Dans l'article 24, le 4<sup>e</sup> paragraphe est remplacé par le paragraphe ci-dessous :

*« L'établissement de la valeur par un évaluateur agréé, mandaté par la Ville est la méthode utilisée pour établir la valeur du site à être cédé lorsqu'il constitue une unité d'évaluation ou une partie d'unité inscrite au rôle d'évaluation. Les frais relatifs à l'établissement de cette valeur sont assumés par le propriétaire. »*



No de résolution

**Règlement du Conseil  
de la Ville de Richmond**

ADOPTÉ À RICHMOND (QUÉBEC) Ce 7 avril 2026.

*(SIGNÉ)*  
**MAIRE**

*(SIGNÉ)*  
**DIRECTEUR GÉNÉRAL ET  
GREFFIER-TRÉSORIER**

Je, Rémi-Mario Mayette, directeur général et secrétaire-trésorier de la Ville de Richmond, certifie, par la présente, que le présent règlement est une vraie copie de l'original passé à la date ci-haut mentionnée. L'original étant gardé au bureau de la Ville.

*(SIGNÉ)*  
Rémi-Mario Mayette, OMA  
directeur général et greffier-trésorier